

(1891-1972)

Xavier Vallat, homme politique français, avocat, journaliste, député conservateur de l'Ardèche, est un catholique intégriste, ennemi de la franc-maçonnerie.

Le 6 juin 1936, en invectivant à la Chambre des députés le nouveau président du Conseil, Léon Blum, Vallat s'illustre par des propos violemment antisémites et classe les Juifs parmi les « révolutionnaires » dangereux pour la nation :

« Pour la première fois ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un Juif »

Après la défaite militaire de 1940, dès juillet, il siège à Vichy, auprès de Philippe Pétain.

En mars 1941, il prend la tête du Commissariat Général aux Questions Juives (CGQJ), chargé de mettre en œuvre la politique discriminatoire de Vichy à l'égard des Juifs. En novembre, sur injonction des Allemands, il fonde l'Union Générale des Israélites de France (UGIF), organisme censé représenter les Juifs auprès des pouvoirs publics.

Le 2 juin 1941, il promulgue le second statut des Juifs et ordonne leur recensement.

De nouvelles professions sont désormais interdites aux Juifs. Une limite de 2 % est imposée pour certaines professions : hommes de lois, médecins, architectes ; les établissements scolaires et universitaires ne sont autorisés à accueillir que 3 % d'élèves juifs.

C'est également Xavier Vallat qui organise l'appropriation et la liquidation des biens juifs par le régime de Vichy.

Toutefois, à la demande des Allemands, Xavier Vallat est remplacé en 1942, par Louis Darquier de Pellepoix plus déterminé encore dans la volonté d'élimination des Juifs de la vie publique.

Le 26 août 1944, Vallat est arrêté, incarcéré et condamné en 1947 à dix ans d'emprisonnement et à l'indignité nationale à vie.

Il est amnistié en 1954 et continue à affirmer ses convictions antisémites. Il meurt en 1972.

Référence :

Joly Laurent, 2001, Xavier Vallat, du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État. Ed. Grasset

<https://museemrjmoi.com>